

# MARCHE MONDIAL ET DEVELOPPEMENT SOUTENABLE.

**Interventions de Philippe Van Parijs**  
dans le cadre d'un panel avec Jean Durieux, Georges Jacobs et François Martou  
organisé par l'Association des dirigeants et cadres chrétiens (ADIC)  
Bruxelles, 20 novembre 1993

*in L'entreprise et les valeurs pour donner sens à l'avenir,  
L'Entreprise et l'Homme 71 (1), février 1994, pp. 19-26.*

## **1. Valeur marchande et utilité sociale**

Pour étayer sa position au sujet du gaspillage humain, l'ADIC suggère de revenir à l'utilité sociale comme critère de production, d'investissement, de commerce, plutôt que de se centrer exclusivement sur la rentabilité. Cette suggestion ne peut manquer d'évoquer un grand auteur qui proposait précisément de substituer la "valeur d'usage" à la "valeur d'échange" comme régulateur de l'allocation des ressources: Karl Marx. Hélas, l'histoire a douloureusement montré qu'hors du cadre d'une économie traditionnelle sans division du travail, il n'y avait pas moyen de produire directement des "valeurs d'usage". Dans une société complexe, on ne peut pas se passer d'une forme de médiation entre ressources et besoins. Dans une économie de marché, c'est la valeur d'échange. Dans une économie planifiée, c'est ce que mon collègue de l'ULB, Gérard Roland, appelle la "valeur indice" ou la "valeur plan". Ce qui émerge de l'expérience historique, c'est que pour effectuer cette médiation, cette coordination indispensable, la bonne vieille valeur d'échange de l'économie de marché fonctionne bien moins mal que cette "valeur plan". Mais attention: le marché ne peut éliminer adéquatement le gaspillage que s'il est soigneusement encadré. Malgré certaines apparences, il constitue un instrument fantastique pour réduire le gaspillage, pour mobiliser les ressources disponibles au moindre coût et pour satisfaire le mieux possible les besoins humains. Mais il peut aussi dérailler dans des proportions fantastiques, s'il n'est pas bien encadré, et ceci de deux manières.

En premier lieu, il importe d'"internaliser les externalités", c'est-à-dire de faire payer - ultimement au consommateur - les ressources environnementales par exemple dont le coût n'est pas automatiquement pris en compte par le mécanisme des prix. Quel que soit le nom qu'on lui donne, l'idée d'écotaxe est très loin d'être nouvelle. Depuis l'ouvrage classique de Pigou (1929), elle fait partie du bon sens élémentaire de l'économie politique. On peut et on doit discuter des modalités. Mais le fait qu'on n'atteindra jamais la perfection n'est pas une raison de ne rien faire. Si le marché doit éviter le gaspillage, les écotaxes viendront et elles resteront.

En second lieu, le marché ne peut satisfaire efficacement les besoins humains que s'il y a une large diffusion au sein de la population du pouvoir d'achat requis pour acquérir les biens produits. Quels que soient les détails du diagnostic qui en est proposé, le chômage massif dont nous faisons aujourd'hui l'expérience prouve que le marché n'assure pas spontanément cette large diffusion. Des politiques volontaristes de diffusion du capital humain, c'est-à-dire de formation, et de diffusion directe du

pouvoir d'achat, c'est-à-dire de transferts, doivent se greffer sur le marché pour lui permettre de réaliser sa prétention à satisfaire efficacement les besoins humains. Mais il importe qu'elles opèrent d'une manière qui ne piège pas leurs bénéficiaires dans une situation d'exclusion et n'entretienne pas chez eux une mentalité de dépendance, avec tout ce que cela implique de gaspillage humain à court et à long terme. C'est pourquoi il importe au plus haut point que l'Etat-Providence ne fonctionne pas essentiellement à la manière d'un filet, sur un mode conditionnel, comme il tend à le faire aujourd'hui, mais au moins partiellement sous la forme d'un socle sur lequel chacun puisse s'appuyer. Ceci rejoint directement la question des "petits boulots". Si nous voulons reconstruire une société dans laquelle tous aient un accès véritable à une occupation, à un travail rémunéré, ce sera - j'en suis convaincu - par le développement d'emplois qu'on paiera moins que le salaire minimum garanti. Pour rendre cela à la fois possible et acceptable, il est précisément crucial d'introduire un socle sur lequel on puisse s'appuyer - dans sa forme la plus pure, une allocation universelle. Il n'y a pas d'autre voie si l'on veut utiliser le dynamisme du marché au service des besoins de tous sans un inacceptable gaspillage humain.

## **2. Justice et marché mondial**

Pour moi, la justice sociale, c'est la fondamentalement combinaison d'un égal respect pour les diverses conceptions de la vie bonne et d'une égale sollicitude pour les intérêts de chacun. De ce point de vue, la mondialisation du marché est une bonne chose, dans la mesure où elle favorise la connaissance mutuelle, accoutume chacun à cohabiter avec l'étranger, substitue le jeu des intérêts à l'embrassement des passions. Mais elle peut aussi être une très mauvaise chose, dans la mesure où la mobilité transnationale croissante du capital, du travail qualifié et de la demande limite de plus en plus la capacité de chaque communauté politique de maintenir des institutions exprimant une solidarité forte entre ses membres. Dès lors, une tâche prioritaire - de longue haleine, certes, mais d'autant plus urgente - consiste à rapprocher le niveau auquel opère la solidarité du niveau auquel opère le marché, par exemple à travers la mise en place d'une véritable Europe sociale.

## **3. Développement soutenable ?**

L'idée de développement est une notion à laquelle j'ai toujours été très rétif. Elle suggère que le problème est de faire accéder un certain nombre de pays ou de régions du monde qui n'en jouissent pas encore à un statut auquel d'autres ont déjà irrévocablement accédé. Le problème est plutôt de trouver une manière de produire, de distribuer et de consommer qui concilie équité et soutenabilité. J'illustre ceci par trois exemples. Premièrement, si tous les cyclistes chinois se mettaient à rouler en voiture et à polluer comme nous le faisons, l'atmosphère de la planète serait vite irrespirable. Est-ce équitable? Certainement pas, à moins que ceux que leurs conditions de vie empêchent de polluer davantage perçoivent une juste compensation. Deuxième exemple: les candidats réfugiés albanais que les Italiens ont renvoyés chez eux en disant qu'ils allaient les aider là-bas. N'est-il pas manifestement injuste que des gens qui sont nés de l'autre côté des frontières de l'Union Européenne n'aient pas le droit de venir vivre chez nous et de bénéficier de toutes les possibilités que nous avons ? Et pourtant, il n'est pas souhaitable qu'ils le fassent. Il ne ferait pas bon de vivre dans un monde parcouru en permanence de migrations massives. Mais pour les éviter, on ne pourra faire l'économie, à nouveau, de vastes compensations. Troisième exemple: dans les années trente, l'Uruguay avait

un produit national par tête d'habitant plus élevé que le nôtre. Aujourd'hui, le voilà réduit au statut de pays sous-développé. L'extension du marché mondial a rendu extrêmement vulnérables les régions qu'il soumet aux contraintes d'une division mondiale du travail de plus en plus prononcées. Comment rendre cette vulnérabilité tolérable sans une forme d'assurance mutuelle.

Ces trois exemples illustrent des interdépendances de plus en plus grandes: nous polluons la même atmosphère, nos territoires sont perméables à la même masse flottante de plus en plus vaste de migrants et nous essayons, avec des succès divers, d'écouler nos produits sur les mêmes marchés. Que cela plaise ou non, l'équité la plus élémentaire et même la simple soutenabilité vont exiger une redistribution massive, systématique des régions les plus riches à un certain moment, vers les régions les plus pauvres. Il faudra s'accommoder, dans les pays riches, d'une croissance extrêmement lente du revenu net moyen. Mais cette croissance lente ne doit pas se traduire, dans les sociétés qui se sont équipées d'un socle au sens que j'esquissais tout à l'heure, par une exclusion croissante. Et elle peut s'accompagner d'un accroissement sensible du bien-être moyen de la population à condition qu'on s'organise, par exemple, pour rendre plus vivables nos villes ou plus féconde la coopération entre les catégories d'âge. Voilà le développement durable au sens où il importe de le réaliser.

#### **4. Subsidiarité**

En un sens, je suis cent pour cent pour la subsidiarité. En un autre sens, je suis cent pour cent contre. Je suis cent pour cent pour si on entend par la subsidiarité le principe de la décentralisation maximale. De ce point de vue, le processus de fédéralisation de la Belgique, par exemple, est certainement une bonne chose. Par contre, en un autre sens, utilisé particulièrement dans le domaine de la politique sociale, je suis contre la subsidiarité. La subsidiarité signifie alors que les pouvoirs publics ne doivent fournir une aide en nature ou en espèces, pour résoudre un "problème social", que si celui-ci ne peut pas se résoudre spontanément sans son intervention. Le rôle de l'Etat social, dans cette perspective, serait purement correcteur, ex post, et donc sélectif, ciblé. Mais, je l'ai déjà noté, pour que l'Etat puisse remplir sa fonction de rendre accessible à tous les citoyens à une vie digne d'être vécue - ce qui, pour beaucoup, passe par un emploi salarié -, il importe au contraire d'instaurer des transferts ex ante, universels, non stigmatisants, qui rendent capables au lieu de rendre dépendants.

Le principe de subsidiarité est aussi à l'occasion invoqué aujourd'hui pour justifier la fédéralisation de la Sécurité sociale en Belgique. Si on a pu décentraliser toute une série de compétences au nom de ce principe, pourquoi ne permettrait-on pas à chaque communauté, avec ses propres objectifs et son propre argent, de déterminer son propre système de sécurité sociale? Parce qu'il est essentiel que la solidarité ne se rabougrisse pas dans des communautés de plus en plus étroites, mais qu'elle se réalise au contraire à l'échelle la plus vaste possible. Il est des fonctions qui, par leur nature même, sont mieux remplies lorsqu'elles embrassent davantage de personnes. Dans ce cas, même ceux qui sont cent pour cent pour la subsidiarité peuvent être cent pour cent contre la décentralisation.